

20 mai 2015 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la Conférence de Paris sur le climat, à Paris le 20 mai 2015.

Mesdames, Messieurs les chefs d'entreprise venant du monde entier

Mesdames, Messieurs les responsables des grandes organisations économiques je salue en particulier le Secrétaire général de l'OCDE

Mesdames, Messieurs qui êtes pleinement engagés dans la négociation et il y a ici des acteurs, devrais-je dire même des actrices, qui vont être tout à fait essentiels pour l'Accord de Paris. Je suis heureux d'introduire les travaux de votre grand rendez-vous, de votre grand sommet. C'est vrai que le Secrétaire général des Nations unies, en septembre dernier, vous avait lancé ce défi à vous, les entreprises : être capables de vous impliquer pleinement dans la préparation de la Conférence sur le climat qui va se tenir donc à Paris au mois de décembre. Vous y avez répondu. Vous y avez répondu à travers un certain nombre de grandes initiatives qui ont été lancées par de nombreuses organisations d'entreprises, de sociétés financières qui sont toutes convaincues que ce qui se joue, c'est l'avenir de la planète. Et de ce point de vue, quelle que soit sa place dans l'entreprise ou sa place dans la société, nous sommes tous concernés. Mais ce qui se joue à Paris, c'est aussi la transformation du monde, soit parce que nous n'aurons pas été capables de trouver un accord, et alors nous serons sur une planète qui sera de plus en plus difficile à vivre, de plus en plus dure pour ses habitants, avec des risques de conflit majeur et de déplacements de populations, et avec aussi des défis industriels à relever de plus en plus difficiles à traduire par des réponses rationnelles.

Où alors nous parvenons à un accord et, à ce moment-là, c'est aussi une révolution qui s'opère : dans les modes de production, de transport, de consommation, de développement et, pour tout dire, dans les modes de vie, non pas dans les premières années, mais dans les prochaines décennies.

Et c'est pourquoi les entreprises sont essentielles parce que ce sont elles qui vont traduire, à travers les engagements qui seront pris, les mutations qui seront nécessaires : l'efficacité énergétique, la montée des renouvelables, la capacité de se transporter avec une mobilité qui ne soit pas consommatrice d'énergie, le stockage d'énergie, le mode de construction des habitats, l'organisation des villes, et également la participation à la transition, à l'adaptation des pays qui sont en développement.

Donc c'est un enjeu, comme il a été dit, écologique mais aussi économique, avec cette perspective de la croissance verte. Si nous allions nos intelligences avec nos devoirs, si nous sommes capables de faire lever des innovations, des ruptures, faire apparaître de nouvelles technologies, alors nous pouvons construire ensemble un nouveau monde.

Nous sommes à 200 jours de la Conférence de Paris et votre rendez-vous permet de préparer cette échéance. 200 jours, cela peut paraître beaucoup mais en fait, c'est très peu. Et nous pensons, nous qui avons la responsabilité ici d'organiser cette Conférence, qu'il y a urgence, urgence pour la mobilisation. D'abord, pour convaincre toutes les parties. En fait, nous devons convaincre tous les États, tous les gouvernements, c'est à dire trouver un consensus avec 196 pays. Ce n'est déjà pas facile à quelques-uns, même tout seul on peut avoir des difficultés, alors, à 196, cela tient du miracle mais aussi de la conscience et de la responsabilité.

J'étais hier à Berlin avec la chancelière Angela MERKEL dans le Dialogue de Petersberg. C'est une réunion qui avait été décidée dans son principe après l'échec de Copenhague et qui

une réunion qui avait été décidée dans son principe après l'échec de Copenhague et qui permettait d'entretenir, si je puis dire, la flamme qu'un jour, il y aurait la reprise de la négociation et qu'un accord, celui qui n'avait pas pu aboutir à Copenhague, puisse être trouvé dans un lieu qui n'avait pas été alors défini, et qui se révèle être Paris. Dans ce dialogue, autour de la table, il y avait toutes les grandes régions du monde, et j'ai senti qu'il y avait une volonté d'aboutir. Mais en même temps, je dois préciser ce qu'est l'accord qui est attendu à Paris pour que chacun sache bien ce qu'il peut faire, ce qu'il doit faire.

Dans l'Accord de Paris, il doit y avoir quatre volets.

Le premier, ce doit être un cadre contraignant, universel, différencié. Contraignant parce que chaque pays doit savoir exactement ce qu'il aura à faire. Il doit être universel, tous les pays sont concernés, du plus petit jusqu'au plus grand, de ceux qui émettent le plus comme de ceux qui émettent le moins de gaz à effet de serre. Et il doit y avoir aussi une approche différenciée pour que les caractéristiques de chaque région, de chaque pays puissent être prises en compte. C'est ce qui relève par définition de la responsabilité des gouvernements et de la négociation.

Le deuxième volet, c'est que chaque pays doit, avant même la réunion de Paris, dire ce que va être sa stratégie de moyen et de long terme. C'est ce qu'on appelle la contribution nationale.

Toutes les contributions doivent être théoriquement rendues pour cet été. Je constate et je me préoccupe du fait qu'au moment où je parle, il n'y a que 37 contributions qui ont été versées et publiées. Donc j'attends d'abord des pays les plus développés qu'ils puissent maintenant fournir ce qui leur est demandé.

Le troisième volet de l'accord, c'est le financement à travers notamment le Fonds vert. Il s'agit là encore de contributions financières des États certaines ont été déjà délivrées : l'Allemagne, la France, les États-Unis, et beaucoup d'autres mais également de financements qui s'ajouteraient à ces financements publics pour donner la force nécessaire pour ce fonds qui, ensuite, serait à la disposition des pays les moins développés pour les accompagner dans la transition et dans l'adaptation. S'il n'y a pas ces financements, il n'y aura pas d'accord à Paris parce que les pays les moins développés, ceux qui émettent le moins de CO₂, considéreront qu'ils ne sont pas eux-mêmes suffisamment impliqués dans les résultats de l'accord pour s'engager davantage.

Et puis le quatrième volet, c'est finalement ce qui peut être ajouté. C'est ce qu'on appelle l'Agenda des solutions. Ajouté par les collectivités locales du monde entier, par les organisations non gouvernementales, par les associations, par la société civile toutes les initiatives et par les entreprises. D'où également la sollicitation qui vous est faite. En réalité, ce qui est attendu des entreprises, c'est de participer pleinement à la mobilisation des financements, c'est de pouvoir déjà anticiper dans leurs décisions d'investissement ce que devra être la mise en œuvre de l'accord et enfin c'est d'apporter, par leur intelligence, leur savoir-faire, leur technologie, tout ce qui peut contribuer à la mutation, à la transition que l'accord sur le climat peut permettre d'ouvrir.

L'objectif premier, c'est de réorienter les flux de nos économies vers un monde décarboné et, comme disent les spécialistes parce qu'il y a des spécialistes dans ce domaine, résilient aux changements climatiques. Pour dire en termes simples les choses, il faut faire preuve d'une ingénierie financière pour faire travailler chaque euro ou chaque dollar public je ne veux pas préjuger, pour investir massivement dans le financement de la transition énergétique.

Les ministres des Finances et les gouverneurs des banques centrales du G20, en avril dernier à Washington, ont mandaté le Conseil de sécurité financière pour travailler à cette question qui renvoie à des réponses réglementaires, parfois fiscales, pour que le secteur financier puisse appréhender correctement les risques climatiques.

Mais si nous voulons véritablement envoyer des signaux aux marchés pour que les entreprises puissent prendre leurs décisions en fonction d'un optimum économique, qui peut être un optimum écologique, la question du prix du carbone est forcément posée parce que c'est le signe le plus tangible que l'on peut adresser à l'ensemble des acteurs économiques.

Je n'ignore pas les craintes que suscite cette fixation du prix du carbone, notamment du côté des industries les plus intensives et qui s'inquiètent à juste raison sur leur compétitivité. Alors nous devons être volontaires. Des pays, des grands pays comme la Chine introduisent déjà le prix du carbone. L'Europe a également décidé d'organiser un marché du carbone. Mais faut-il encore que

nous puissions avoir un prix qui soit suffisamment cohérent avec la réalité des ressources rares pour que ce prix du carbone puisse véritablement influencer les comportements.

Alors nous avons ouvert des négociations européennes sur le marché carbone et nous avons introduit une réserve de stabilité. C'est bien compliqué mais cela permet de lutter contre les excédents qui étaient apparus ces dernières années en termes de quotas. En d'autres termes, cela veut dire qu'on va, en Europe, avoir un marché du carbone qui pourra avoir des conséquences sur les décisions d'investissement. L'accord qui a été trouvé entre le Parlement, la Commission et le Conseil européen, consiste à mettre en place ce mécanisme de la « réserve de stabilité » qui aura donc l'effet que je viens d'indiquer sur le prix à partir de janvier 2019. Ça peut paraître tard, mais c'est compatible avec l'accord que nous pouvons espérer signer à Paris. Je reviens sur les gouvernements. Les gouvernements ont des situations très différentes et je pense notamment aux pays émergents. Et c'est un enjeu qui vous concerne. Nous devons convaincre les pays émergents qu'ils doivent s'engager dans la transition énergétique. Mais ils ne le feront que s'il y a des entreprises qui participent à cette stratégie avec eux, qui partagent la technologie, qui anticipent sur les choix qui sont à faire. Et je voudrais que votre travail, celui que vous allez mener tout au long de cette journée, puisse être aussi adressé aux pays émergents, ceux qui seront les plus déterminants pour l'accord.

Nous avons aussi comme demande à vous faire que vous définissiez au niveau de chaque grand secteur économique des objectifs de réduction d'émissions et d'adaptation à la transition. Qu'est-ce que, par grand secteur, vous pouvez faire pour améliorer l'efficacité énergétique des processus de production ? Comment pouvez-vous développer par des technologies innovantes la part des énergies renouvelables ? Comment moins recourir au charbon, que nous puissions doter de systèmes de capture et de séquestration du carbone de manière sûre ? Comment réduire les consommations en eau et en matières premières dans vos processus de fabrication ? Voilà ce que nous attendons de chaque grand secteur économique.

Du côté du secteur financier, nous avons là aussi un certain nombre d'attentes. Je n'ai pas dit encore d'exigences mais d'attentes. Décarboner les portefeuilles d'investissements. Je sais qu'il s'est mis en place une coalition de décarbonisation des portefeuilles au sommet de New York et qu'après quelques mois d'existence, il y a déjà 45 milliards de dollars d'actifs qui sont engagés dans ce processus. Et les acteurs français ont pris leur part dans cette mobilisation.

Deuxième attente du secteur financier, le développement d'émissions d'obligations vertes des green bonds. Là encore, ce marché est en train de se développer et nous espérons qu'il pourra dégager des ressources qui seront mises au service de la transition.

Enfin intégrer le risque climat et la présence du carbone dans les notations, dans les estimations assurantielles des risques, et donc dans les décisions d'investissement.

Chacun de ces engagements, bien sûr, est fondé sur le volontariat. Nous sommes dans une économie mondiale, dans une économie ouverte et les entreprises sont forcément libres. À elles de comprendre le sens. À elles aussi de faire des investissements qui peuvent être rentables pour la planète et pour les entreprises elles-mêmes. Mais nous attendons qu'à Paris, puissent être publiées toutes les feuilles de route que je viens d'indiquer parce qu'à Paris, il va falloir ajouter cet Agenda des solutions à l'accord entre les gouvernements et vous faites partie, vous, les entreprises, vous, dans toutes vos organisations, de l'Agenda des solutions.

Ces deux jours d'échanges et de débats que vous avez bien voulu organiser peuvent être l'occasion d'un partenariat entre les gouvernements, les négociateurs, les grandes institutions internationales publiques et le monde économique. Je souhaite qu'il y ait cette alliance. Nous avons besoin d'une alliance pour réussir la Conférence de Paris : une alliance très large des citoyens, de leurs représentants, des entreprises, des États et de tout ce qui contribue à prendre une décision, grave, lourde à l'occasion de la Conférence de Paris.

J'ai dit que c'était une révolution qui pouvait s'engager : la pire si rien n'est fait, la meilleure si nous sommes prêts à ces mutations. Cette révolution est également technologique et ici, vous êtes des entreprises qui ont un haut niveau de recherche. C'est également une révolution numérique car le numérique peut être également en appui de ce que nous voulons faire.

Lors de la Conférence de Paris, une fois que vous aurez préparé tous ces éléments, que vous aurez répondu à toutes nos demandes, vous pourrez organiser une journée de l'action lors de la COP21, puisque cette journée de l'action mobilisera tous les acteurs non-étatiques dans le cadre de l'agenda des solutions. J'ai bien retenu ce que vous avez dit, vous êtes des activistes. Eh bien il faut passer à l'action et cet Action Day cette journée de l'action visera à démontrer que ce ne sont pas simplement des États qui s'engagent, que ce n'est pas simplement un accord international comme les autres, c'est véritablement un mouvement qui s'opère et où chacun a à prendre sa responsabilité : les gouvernements, le secteur privé.

Mais chacun aussi aura à prendre des engagements, car nous ne devons pas faire de la Conférence de Paris simplement une proclamation, un long texte, une longue plainte, même si nous trouvons un accord sur ce texte, sur cette proclamation, sur cette plainte. L'Accord de Paris doit être un accord où des engagements sont pris. C'est ce qui fera que ce sera un succès ou pas, parce qu'il sortira forcément quelque chose de cette conférence mais il faut qu'il en sorte un programme, une stratégie, une somme d'engagements. L'idéal serait je l'ai dit devant le Dialogue de Petersberg que nous puissions faire l'accord avant Paris. Cela relève des chefs de gouvernement et des négociateurs avant Paris et notamment à l'occasion de l'Assemblée générale des Nations unies du mois de septembre, à l'occasion du G20.

Mais vous devez, à Paris, nous apporter des engagements, nous apporter des réponses et le succès sera aussi le vôtre car si nous prenons les actes qui sont attendus, si nous faisons les choix qui sont espérés, je suis sûr que ça aura des conséquences extrêmement positives sur les acteurs économiques, sur les technologies d'avenir, sur l'emploi et sur la croissance. Et c'est pourquoi je tenais particulièrement à être avec vous pour cette journée de mobilisation pour la réussite de la Conférence de Paris.

Merci.